
L'histoire sociale de la Suisse – une esquisse historiographique

Introduction

Si de nos jours l'histoire sociale a acquis un droit de cité parmi les multiples pratiques de recherche en histoire dans l'espace helvétique, tel n'a pas toujours été le cas. L'histoire sociale a occupé jusque dans les années 1960 une position fragile d'outsider en marge du courant alors encore homogène porté par la tradition disciplinaire de l'histoire politique et nationale.¹ Ainsi que le remarque Lutz Raphael, «les historiens au 20^e siècle étaient avant tout des hommes emplis d'une responsabilité et d'un souci particuliers envers les intérêts de leur propre Etat et Nation».² Et nombre de personnes, sans d'ailleurs qu'ils ne souscrivent forcément à ces préoccupations, ont inscrit dans leur mémoire collective un sentiment de répulsion durable à l'égard de cette branche, un sentiment encore renforcé par l'enseignement scolaire. La science historique était par essence même peu innovante, et manquait d'ouverture envers les sciences sociales. En Suisse, celles-ci se battaient contre leur propre problème d'absence de reconnaissance. Un tel contexte n'encourageait pas la position de l'histoire sociale, laquelle se retrouvait encore bien plus affaiblie que l'histoire économique.

Cette situation se modifia de manière assez abrupte autour de 1970. Un nouveau contexte politique et culturel émergea, marqué notamment par l'augmentation du nombre d'étudiants, l'expansion institutionnelle des universités et la nomination de nouvelles chaires d'enseignement. En 1975, les chercheurs en histoire sociale et économique fondèrent leur propre Société suisse d'histoire économique et sociale (SSHE), dont les annuaires figurent souvent dans les bibliographies des articles publiés dans *traverse*. Ainsi se constitua un sentiment général d'enthousiasme porteur d'optimisme. Le changement dont il était le témoin s'appliquait tout autant au monde qui nous entourait qu'à une science historique dont l'importance était par là-même soulignée. Et pour renforcer encore ce changement progressif dans le temps présent, il fallut rappeler ces conflits du passé, de même que ceux qui avaient porté, au prix de leur mise à l'écart, la résistance à la science historique uniformisante. Même pour qui ne voulait pas considérer la situation de manière trop politique, ce changement ouvrait la voie à des possibilités de nouvelles découvertes et perspectives en rupture avec une branche jusqu'alors terriblement

conservatrice. Se consacrer à l'histoire sociale signifiait participer à un projet résolument ouvert à l'international et orienté à gauche de l'échiquier politique. C'est de l'extérieur de la discipline que vinrent les impulsions fondamentales, caractérisées par l'envie de critiquer les certitudes a priori et leur représentants académiques, de même que par une véritable «faim de théorie» qui ne s'est guère affaiblie depuis. L'offre en la matière était pauvre en Suisse: une faible tradition marxiste, une sociologie en devenir, et le mouvement intellectuel français autour de la revue *Les Annales* peinait à traverser la frontière. Les exigences s'élevèrent rapidement: la «nouvelle histoire» devait si possible se muer en une «histoire totale», au statut bien distinct de cette branche jusqu'alors mise en sourdine dans la notion prétentieuse d'«histoire générale».

La rupture de perspective apportée par l'histoire sociale s'articulait sur des catégories d'analyses comme le «social», la «société», la «théorie» ou encore la «pertinence». Sur elles se fondait l'espoir de comprendre le changement de la société en identifiant les rapports observés dans un contexte aux causes multiples. La conception, en termes de sens, des modes de vie matériels, du travail en tant que processus, des différences sociales et des conflits, reposait sur un consensus. Il s'agissait d'analyser les processus sociaux et les événements politiques à la lueur d'intérêts socialement définis, au risque de se distancer de la notion matérialiste de «déterminisme économique». Actif à Zurich à partir de 1971, Rudolf Braun avait fondé ses propres travaux pionniers des années 1960 sur la mise en rapport des facteurs socioéconomiques, socioculturels et sociopolitiques.³ Parallèlement à ces lignes de fond parurent une série de travaux essentiels qui tirèrent l'historiographie suisse de son apathie et la relièrent aux courants internationaux. Dès les années 1970, l'histoire sociale reçut un bon accueil dans l'étude des périodes du Moyen Age et de la Renaissance, des questions liées à la noblesse jusqu'à celles portant sur les groupes marginaux, en passant par les sociétés urbaines et rurales. La proximité helvétique avec l'historiographie française a presque naturellement favorisé l'orientation des travaux dès les années 1980 vers l'histoire du quotidien, des mentalités et la microhistoire. En ce qui concerne la période de la fin de l'Ancien Régime jusqu'au 20e siècle, l'histoire sociale s'est concentrée sur l'un de ses objets de prédilection, à savoir la révolution industrielle, et ses conséquences sur la formation d'une société bourgeoise, elle-même portée par un large spectre de nouveaux groupes sociaux différenciés. Il est par ailleurs frappant de constater combien une coordination transpériodique entre les différents champs de recherche a pu manquer. Des études comme celles portant sur la topographie sociale de l'espace urbain au bas Moyen Age firent cruellement défaut pour les 19e et 20e siècles. Et ici, les influences françaises se marquèrent en général par la tendance de l'histoire sociale en Suisse à être moins centrée sur l'Etat national qu'en Allemagne.

Le premier boom de l'histoire sociale devait, contre toute attente, se révéler de courte durée; il commença à se relâcher vers la fin des années 1980. L'idée d'un nouveau développement de l'histoire sociale dépassait le consensus qui l'avait fait naître. Quiconque avait pensé trouver la clé explicative du monde devait se rendre à l'évidence que, précisément, les résultats des meilleurs travaux d'histoire sociale s'avéraient particulièrement complexes. Était ainsi constaté combien les conséquences structurelles des métiers, compétences et chances sur le marché du travail s'entrecroisaient avec les facteurs de génération, de genre, d'origine familiale et géographique, de confession et de traditions culturelles. A quoi s'ajoutaient encore les représentations de la communication publique et les règles propres au jeu politique et à ses conflits. En un mot: il était devenu évident que l'action sociale et politique reposait sur un contexte multiconditionné et aux significations socioculturelles par nature changeantes.

Le monde a radicalement changé depuis 1989 – et avec lui la science historique. Les vives discussions internationales sur l'élargissement de l'horizon de l'histoire sociale ne suscitèrent que peu d'écho en Suisse. Les différences étaient encore vives au début des années 1990, au point que lors de la création de la revue *traverse*, seul un consensus minimal parvint à accorder les positions.⁴ De fait, la revue s'est depuis développée avec des questionnements et perspectives d'analyse pluriels.

Les dix contributions du présent numéro sont ordonnées selon une logique à la fois thématique et chronologique, ainsi que le sommaire en rend compte. Une première partie réunit trois articles consacrés à l'historiographie du Moyen Âge et de l'époque moderne. La seconde partie comporte cinq articles portant sur les 19e et 20e siècles. Si ce numéro expose les développements du boom de l'histoire sociale jusque dans le temps présent, les thématiques liées aux développements qui dépassent ce que fut l'histoire sociale à l'origine font également l'objet de discussions. Les publications les plus récentes mêlent ainsi l'histoire sociale et l'histoire culturelle dans une diversité grandissante. La «nouvelle histoire culturelle» sera traitée dans un numéro à paraître l'an prochain (*traverse*, numéro 1, 2012). Le présent numéro consacre un article au développement sans doute le plus important et le plus innovant, qui n'a pas moins été porté par l'histoire sociale que par un fort mouvement au-delà du contexte scientifique. Il s'agit de l'histoire des femmes et des genres, née durant la réorientation de l'histoire sociale, et qui l'a accompagnée, avant de rapidement creuser son propre sillon. Mais l'histoire sociale a aussi trouvé un débouché auprès d'un public plus large, ainsi qu'il en est fait écho dans le dernier article, consacré aux histoires cantonales. Et, peut-être parce qu'ils ont un effet de popularisation, voire parce qu'ils sont propres à l'ensemble des parties du pays, ces maîtres-mots de l'histoire sociale ont été repris dans le Dictionnaire historique de la Suisse (DHS) auxquels il est toujours

davantage fait référence. Mais ainsi que les contributions le soulignent à plusieurs reprises, les échanges entre régions linguistiques sont tellement asynchrones sur le plan des périodes comme des thématiques, que l'idée de les commenter systématiquement a été abandonnée.

L'histoire sociale ne peut plus être ce qu'elle fut à ses débuts, puisqu'elle est passée par une critique non complaisante. Aujourd'hui, l'histoire sociale est aussi une histoire culturelle. Comme le montre notre numéro, la pratique d'une «nouvelle histoire sociale» a apporté de nouveaux questionnements et de nouvelles perspectives méthodologiques. Toutefois, la multiplication des approches fragilise l'histoire sociale sur le plan de la formation en tant que discipline. Il existe un risque de la voir confinée à des domaines spécialisés, peu mis en valeur, en proie à une conjoncture changeante, souvent au gré d'effets de modes. Reste cependant l'exigence centrale du «social» en tant que concept, lequel nécessite non seulement une sensibilité aux inégalités sociales, mais aussi de thématiser les «grandes questions» liées aux structures et processus de la société, sans pour autant oublier de porter un regard sur la diversité des manifestations culturelles et leurs significations. Nul doute que ce début de 21^e siècle, à l'âge de la concentration mondiale et incontrôlée des pouvoirs économiques, a besoin d'une telle histoire.

*Katja Hürlimann, Frédéric Joye-Cagnard, Mario König,
Stefan Nellen, Daniela Saxer*

Notes

- 1 Une histoire détaillée de la discipline manque à ce jour. Voir: Christoph Maria Merki, «Histoire sociale», *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)*, <http://hls-dhs-dss.ch/textes/f/F8431.php> (version du 4. 12. 2006); Mario König, «Neuere Forschungen zur Sozialgeschichte der Schweiz», *Archiv für Sozialgeschichte* 36 (1996), 395 f.; Hans Ulrich Jost, «Sozialwissenschaften als Staatswissenschaften», in Claudia Honegger et al. (Hg.), *Konkurrierende Deutungen des Sozialen. Geschichts-, Sozial- und Wirtschaftswissenschaften im Spannungsfeld von Politik und Wissenschaft*, Zürich 2007, 83–182.
- 2 Lutz Raphael, *Geschichtswissenschaft im Zeitalter der Extreme. Theorien, Methoden, Tendenzen von 1900 bis zur Gegenwart*, München 2003, 18 f.
- 3 Voir sur ce point Jakob Tanner, «Das Grosse im Kleinen». Rudolf Braun als Innovator der Geschichtswissenschaft», *Historische Anthropologie*, 18/1 (2010), 140–156.
- 4 Ceci se reflète d'ailleurs dans l'éditorial du premier numéro au printemps 1994.